

Jacky BEILLEROT

LES ENJEUX SOCIAUX ET EDUCATIFS DE LA CONSTRUCTION DES IUFM

Université d'été de l'IUFM Nord—Pas-de-Calais, Arras (juillet 1991)

Je vais parler devant vous sur l'incitation suivante : « les enjeux sociaux et éducatifs de la construction des IUFM ».

J'appartiens à une génération qui en matière de formation des maîtres attendait depuis 30 ans qu'il se passe quelque chose. Nous sommes servis maintenant : il s'est passé quelque chose depuis la création des IUFM. Que s'est-il passé ? Nous allons essayer de le regarder ensemble, et probablement avez-vous déjà des réponses.

En effet, j'ai le sentiment au début de cet exposé qu'en ce qui concerne les enjeux, vous avez déjà beaucoup d'informations et beaucoup de réflexions sont parues dans cette académie et ont été échangées dans les deux jours qui viennent de s'écouler. Vous connaissez tous l'histoire récente depuis la loi d'orientation, le rapport Bancel, la mise en place des groupes de travail et la désignation des IUFM pilotes. Toute cette opération politique et institutionnelle s'est déroulée suivant des principes qui sont largement connus et développés et qui ont trait à deux ou trois caractères particuliers. Premier principe : la formation et le recrutement des enseignants du premier et second degré à partir de la licence ; deuxième principe : la formation unifiée des enseignants et troisième principe de base : l'interaction explicite des différents degrés qui doivent concourir à la formation des jeunes enseignants. Nous savons également que le rapport Bancel a mis en avant trois éléments qui étaient dans l'air mais qui n'avaient jamais été écrits et inscrits à savoir :

1° l'importance d'une formation centrée non seulement sur la discipline mais aussi sur l'épistémologie et l'histoire des disciplines,

2° sur ce qui s'est appelé - cela mériterait d'être discuté - la gestion des apprentissages,

3° la connaissance du système éducatif.

On pourrait s'arrêter à ces enjeux principaux de la construction des IUFM et à la mise en oeuvre de ces principes. Pour autant, si l'on regarde la question de la création des IUFM, d'un point de vue peut-être historique ou sociologique, on peut

dire que les enjeux sont importants, originaux et de plusieurs ordres. J'avais imaginé de dérouler - comme un exposé devrait peut-être le faire - les enjeux en termes d'enjeux intellectuels, en termes d'enjeux idéologiques, en termes d'enjeux sociaux, d'enjeux politiques ou en termes d'enjeux pédagogiques. J'ai préféré adopter un autre ordre et vous présenter ce qui me semble être ces enjeux ; j'en ai compté sept (ne sachant pas très bien si le chiffre sept était lié aux merveilles du monde ou aux péchés capitaux). Ce qui me semble, avant de commencer cette énumération, c'est que de fait il a été créé une institution nouvelle dans l'Education Nationale. Je m'intéresse beaucoup depuis longtemps aux phénomènes institutionnels et les créations de grandes institutions dans l'Education Nationale sont relativement rares. J'ai le sentiment que celle-ci est comparable à ce qui fut la création des universités dans la loi Edgar Faure et que depuis ce temps là, le système éducatif qui a beaucoup changé - je ne comprends pas comment les gens disent que l'Ecole et l'Education Nationale ne bougent pas - on n'avait pas assisté à de grandes nouvelles institutions. Mais celle des IUFM en est une. C'est une institution, une création et maintenant on ne reviendra pas en arrière. On ne reviendra pas à l'ancien système. Il faudra donc envisager et travailler dans une nouvelle structure, dans une nouvelle institution qui a des caractéristiques assez spécifiques.

La deuxième chose que je voudrais dire en introduction est qu'on peut toujours se demander pourquoi une institution nouvelle est créée à un moment donné ? Alors que cette institution nouvelle d'une formation renouée des enseignants était dans l'air depuis des années, alors qu'un certain nombre de ministres s'y était « coltiné », qu'un certain nombre de pressions, de colloques (je ne vais pas en faire l'historique), l'avait préparée ; pourquoi en 1990, pour donner un chiffre rond, pourquoi cette création est-elle faite ? Probablement par la rencontre complexe que les historiens analyseront, entre un état de situation et une volonté politique. L'état de la situation vous le connaissez bien comme acteur, agent et sujet du système éducatif. La volonté politique a été manifestée par un gouvernement qui a pu passer entre des écueils pour aboutir à cette situation. ; entre des écueils c'est-à-dire à la fois être capable de naviguer entre les différentes composantes du système éducatif, ne pas passer en force contre les oppositions et pour autant manifester un intérêt réel dans cette création. Je crois, par ailleurs que (chacun en est bien conscient) rien n'est gagné dans cette création des IUFM, d'autant que cette création n'est évidemment pas sans difficulté, sans problème, voire même sans critique.

Il y a un discours officiel sur les IUFM, discours que vous retrouvez dans les déclarations des personnes représentant les institutions y compris les ministres, et je ne crois pas qu'il serait très utile de reprendre les différents enjeux que ces différentes personnalités mettent en avant, non pas que ces enjeux n'existeraient pas, mais parce qu'ils me semblent suffisamment connus : à mettre trop l'accent sur des enjeux strictement politiques on en oublierait d'autres qui sont peut-être plus utiles.

Il n'y a pas d'enjeu en soi, il y a des enjeux pour des personnes et ici nous sommes des enseignants, des formateurs, à quel que degré que ce soit ; aussi c'est pour ces personnes que nous sommes, que je voudrais maintenant égrener cette liste des enjeux tels que je peux les voir comme acteur distancié, titre dont G. Legrand

LES ENJEUX SOCIAUX ET EDUCATIFS DE LA CONSTRUCTION DES IUFM

m'a affublé, acteur distancié au moins pour une chose, c'est que si je participe directement, à quelque niveau, à la création des IUFM je n'ai pas voulu mêler les casquettes et que je n'ai pas participé, pour l'instant, à la création de l'IUFM de mon académie.

* *
*

Je vais d'abord distinguer deux enjeux globaux, qui semblent tellement évidents que si on les oubliait on risquerait de perdre de vue la validité des cinq autres.

Le premier enjeu qui est mis en avant dans les discours officiels, et probablement par la réalité institutionnelle, c'est la réalité de la crise du recrutement des enseignants. Cette crise du recrutement, vous la connaissez ; c'est une crise qui n'a pas lieu uniquement dans le système scolaire et universitaire, c'est une crise qui affecte aussi bien le nombre des élèves dans les établissements que l'impossibilité pour l'enseignement supérieur de produire le nombre de diplômés nécessaires, c'est le fait que la gestion des emplois depuis vingt ans dans le système éducatif obéit à des coups d'accordéon qui sont incompréhensibles car au moins s'il n'y a pas beaucoup de sciences dans les sciences sociales, la démographie est suffisamment extrapolatrice pour qu'il ne soit pas inimaginable de savoir que dans cinq, dix ou quinze ans il y aura tel ou tel nombre d'élèves dans les classes. Or, on a assisté à des recrutements complètement hétéroclites depuis vingt ans, de telle sorte qu'on s'est retrouvé à un moment donné devant une situation assez grave, assez catastrophique, et la nouvelle formation des enseignants a été liée à cette question du recrutement. J'attire votre attention sur ce point, parce que c'est un argument qui est un peu discutable mais enfin il est employé... l'argument qui est que pour améliorer le recrutement, c'est-à-dire pour attirer les jeunes dans le système scolaire à devenir enseignants, il y a un certain nombre de conditions à mettre en oeuvre, comme la revalorisation des conditions de travail cela va de soi, ou la qualité d'une profession ou d'un métier est liée au niveau de recrutement et à sa formation ; l'idée qui a présidé au rapport Bancel a été « formons d'une manière meilleure ou qualitative les enseignants et les jeunes seront attirés par ce métier ». C'est une proposition intéressante ; je ne suis pas sûr que ce soit une proposition qui se vérifiera tout de suite, mais elle mérite d'être soulignée, d'autant que quelqu'un me disait encore hier que c'est sûrement un argument qui surprend beaucoup nos partenaires européens qui n'imaginaient pas que l'on pouvait faire d'un recrutement d'enseignants une question de la qualité. Donc, une meilleure formation assurerait un meilleur flux des entrées d'enseignants dans le système éducatif. Une meilleure formation assurerait une meilleure qualité de l'enseignement, cela tout le monde le comprend, le problème est qu'on ne l'a pas encore démontré... mais je passe là-dessus parce qu'on n'a pas complètement démontré les liens directs qu'il y avait entre la qualité de la formation initiale et la qualité des actes produits dans la vie professionnelle.

Voilà le premier enjeu : est-ce que la formation des enseignants entrera comme une des composantes qui permettra d'assurer les flux quantitatifs et qualita-

tifs du nombre d'enseignants des établissements scolaires ? Il serait intéressant de se demander comment chaque IUFM, (je crois qu'au plan national on n'est pas prêt), pourrait mettre en place des études, des enquêtes et donc finalement pourrait se doter de moyens d'observation pour savoir si la construction de l'organisation pédagogique, si l'image de marque des IUFM ont des effets sur la manière dont les jeunes enseignants viennent se présenter à l'IUFM.

Le deuxième enjeu qui est aussi un des grands enjeux politiques, mais un enjeu politique d'ordre culturel, est d'avoir voulu que - en matière de formation des enseignants - s'installe un système de coopération entre les catégories, les degrés, les statuts. Quand on imagine ce travail, je crois qu'il faut bien se rendre compte qu'on obéit là dans la réalisation de cet objectif à une sorte de très vieille revendication. Très vieille revendication qui est celle du corps unique mais qui est aussi celle de l'idée que les élites de la Nation devraient être fondées dans les mêmes systèmes. Il y a trente ans dans une organisation politique et syndicale à laquelle j'appartenais, on disait qu'il n'y avait aucune raison que les officiers de l'armée française ne se forment pas avec les autres corps de métier, qu'il était anormal qu'il y ait des écoles militaires parallèles à des écoles d'ingénieurs ou parallèles à d'autres grandes écoles. Cette idée est quelque chose de très spécifiquement français et il se trouve qu'elle se met en oeuvre en ce moment au moins dans le secteur qui est le nôtre : celui de l'éducation. L'idée est qu'une formation unifiée, coopérative ou coopérante - je préfère éviter le mot de collaboration - devrait avoir la vertu d'assouplir les cloisonnements, les féodalités que tout bon système institutionnel génère. Là encore je crois que l'intention était bonne, mais il n'est pas du tout certain que cette coopération dans le cadre de la formation, coopération qui sera celle des formateurs mais qui sera d'une manière modeste et épisodique celle des jeunes enseignants, il n'est pas sûr que cette coopération au niveau de la formation suffise beaucoup à faire évoluer les féodalités ou les divisions du système scolaire et du système éducatif. Pour autant c'est un enjeu important dans lequel chacune des catégories ou des groupes sociaux, chacune des cultures est appelée à entrer en interaction (on nomme les cultures premier degré, second degré, enseignement supérieur, en oubliant qu'il y a la culture de l'enseignement technique et les « subcultures » de tous ceux qui ont construit depuis vingt ans dans la formation des enseignants et dans les métiers de l'enseignement des catégories particulières, souvent originales, aussi bien les enseignants de l'éducation physique que les modalités de travail de l'orientation scolaire, les uns et les autres qui devraient se retrouver dans cette coopération si on voulait prendre en considération l'idée globale de l'acte éducatif). On sait que dans cet enjeu de coopération, l'une des pierres de touche sera évidemment la réelle participation des universités puis des universitaires, (et je crois qu'il faudrait bien distinguer les deux), à la formation des enseignants.

Vous savez aussi sans doute que la situation nationale sur cette affaire est extrêmement diversifiée, qu'il y a comme toujours un certain nombre d'enseignants universitaires très mobilisés par la formation des enseignants depuis très longtemps, vous savez aussi qu'il y a des pans entiers de l'université qui n'ont rien à voir avec la formation des enseignants, et on peut bien comprendre qu'ils se mobilisent da-

LES ENJEUX SOCIAUX ET EDUCATIFS DE LA CONSTRUCTION DES IUFM

vantage sur la formation professionnelle des jeunes qu'ils ont en charge. L'essentiel est que si les rapports entre les IUFM et les universités ne trouvent pas des modalités de contractualisation permettant aux uns et aux autres à la fois d'être autonomes et de coopérer, les risques sont grands que l'Institut Universitaire de Formation des Maîtres devienne un institut administratif de formation des maîtres. Cette coopération nécessite que l'on développe l'intégration des cultures qui ont construit et fabriqué le système scolaire et à cet égard la situation n'est pas facile. Comme je le disais il y a quelques minutes un certain nombre de secteurs plus modestes que d'autres sont constamment tenus à l'écart, et le poids de l'histoire du système éducatif pèse sur nous d'une manière constante et permanente ; une des choses qui serait sans doute à mettre dans les programmes, (si ce mot est encore acceptable), des IUFM ce serait de se demander comment les jeunes enseignants peuvent apprendre quelque chose de l'histoire du système scolaire dans lequel ils ont vécu et dans lequel ils vont vivre ; je ne crois pas que cet apprentissage passe seulement par des cours magistraux de l'histoire de l'école, (on rejoint ce qui se passe dans les grandes entreprises à l'heure actuelle qui sont en train de payer des spécialistes pour faire l'histoire de leur firme, parce que les grandes entreprises ne connaissent plus leur propre histoire et donc ont perdu une partie de leur identité) ; il y a là un travail important qui ne peut pas être indépendant du fait que l'on voudrait construire un nouveau système culturel sur les bases nécessairement d'une connaissance du système ancien et évidemment de toutes ses grandes réussites.

* *

*

J'en ai terminé avec ces deux enjeux globaux ; vous les trouverez à la une de tous les rapports officiels, des rapports de l'Inspection Générale, des rapports des essayistes, des rapports de tous ceux qui s'intéressent directement à la question des IUFM. Je voudrais entrer maintenant, avec les nouveaux enjeux que je vais énoncer, dans des éléments qui semblent peut-être plus modestes, mais plus pratiques. en ce qui nous concerne là où nous sommes et là où nous serons à partir du 2 septembre.

Le premier de cette seconde série est à mon avis le fait que pour la première fois on est obligé d'inscrire la formation des enseignants comme une formation professionnelle. C'est quelque chose qui nous paraît sans doute maintenant évident et je crois qu'on est presque tous d'accord pour dire aussi que cela ne va pas de soi ; cela ne va pas de soi parce qu'il existe une longue tradition dans laquelle l'enseignant n'exerce pas un métier mais exerce une fonction. que cette fonction soit appelée une fonction culturelle, ou une fonction par rapport à la connaissance ou au savoir qu'importe, mais l'idée qu'enseigner est un métier reste une idée neuve, même en France à la fin du XXe siècle. Or, ce qui est important à considérer est que, si la formation professionnelle des enseignants devient une évidence et une actualité, ce n'est pas dans la seule logique de l'histoire de l'éducation ; c'est parce que beaucoup de métiers, pour ne pas dire tous les métiers, sont aujourd'hui affectés dans la réalité de leur tâche et dans la réalité de leur formation. Je suis frappé de voir

dans tout ce que l'on peut lire à propos des métiers et des professions, que toutes les professions sont en train de se poser des questions sur leur évolution et ceci est lié très directement à l'évolution de l'organisation globale du travail, elle-même liée à l'évolution de la division sociale et technique du travail ; si les tâches et les fonctions qui définissaient les actes professionnels ont longtemps été stables elles ne le sont plus. Vous savez aussi, même si les chiffres peuvent varier, qu'en fait on ne connaît pas la moitié des métiers qui existeront dans quinze ans. Cela veut donc dire que la manière de faire, même pour les métiers les plus ancestraux - et le nôtre l'est - cette manière de faire est en train de considérablement évoluer, et elle a déjà beaucoup évolué, j'y reviendrai tout à l'heure, mais elle continuera d'évoluer. Dans cette évolution de la tâche, du métier, de la fonction, du travail même, les conditions sont radicalement en train de changer et de se transformer, il est bien évident que la formation ne peut en être que directement affectée. Ce sont les mêmes questions que se posent les ingénieurs, les médecins et les centres de formation.

La création des IUFM, se place à un moment où la réalité d'enseigner est en train de changer comme la réalité des autres métiers ; je ne dis pas que ces métiers se rapprochent, je dis seulement que ces métiers ne peuvent plus s'exercer comme ils s'exerçaient jadis et que la formation est une des pièces du puzzle qui est en train de se mettre en place.

Je crois, et ce sera mon second point, qu'il y a un enjeu important, celui de la prise en considération des dimensions psychologiques et sociales du métier d'enseignant. Il ne suffit pas d'être savant, mais il faut l'être. Il ne suffit pas d'être technicien, mais il faut l'être. Il faut encore, en plus que les enseignants apprennent, perçoivent, acceptent, comprennent, analysent, travaillent le fait que c'est un métier de relation et qu'il y a un engagement affectif au sens fort du terme dans ce métier et que cette réalité affective fait partie de la vie professionnelle, et qu'il faut s'y former. Mais de même, et je tiens beaucoup à faire de même, je ne souhaite qu'en aucun cas que l'une de ces dimensions soit faite au détriment d'une autre, il y a une dimension sociale de l'acte d'enseigner c'est-à-dire que l'acte d'enseigner ne peut plus être compris et être analysé comme l'acte du simple face-à-face entre un enseignant et un groupe d'élèves. Il y a une socialisation de l'acte d'enseigner, socialisation qui est aussi bien au niveau de l'insertion de l'établissement dans son environnement : que les facteurs sociaux locaux et non pas seulement les facteurs sociaux globaux des sociologues, ont des influences directes sur la réussite scolaire, que les rapports sociaux entre les établissements et les familles, que la manière dont coopèrent les enseignants d'un établissement scolaire tout cela a des effets sur la réussite et les échecs des élèves. Ces effets là dépassent les techniques et les méthodes pédagogiques, même si ces techniques et ces méthodes sont évidemment indispensables.

En conséquence, cela veut dire qu'une formation à la réalité affective et sociale du métier d'enseignant - formation dont les dimensions psychologiques et sociales seront prises en compte -, passe aussi par une formation à la vie collective. Je suis encore très frappé que dans tous les projets connus des différents IUFM, les raisonnements demeurent largement centrés sur « l'élève enseignant » au singulier

LES ENJEUX SOCIAUX ET EDUCATIFS DE LA CONSTRUCTION DES IUFM

et non pas sur le fait que cet élève enseignant est une personne (l'enseignant est une personne), mais aussi un *socius* comme on disait autrefois : c'est-à-dire quelqu'un dont la tâche ou la fonction sociale ne peut exister ou s'accomplir qu'en coopération avec d'autres ; contrairement à ce qui est dit parfois la vie collective ne va pas de soi ; la vie de travail en groupe ou en équipe ne va pas de soi, on peut même penser que dans le système éducatif un certain nombre de forces vont à l'encontre et il s'agirait que dans la formation des enseignants cette dimension soit largement prise en considération. Ceci ne veut pas dire qu'il faut tenir des discours idéologiques sur la formation collective, mais veut dire qu'on peut envisager de privilégier des modes de travail et des modes de réflexion sur le travail collectif comme une des dimensions indispensables ; bien entendu, le travail individuel demeure fondamental, mais il n'est plus le seul.

Je crois que ce n'est que par ce moyen que la question de la vie des établissements scolaires à l'ordre du jour depuis une dizaine d'années, que les projets d'établissements, c'est-à-dire la vie collective des établissements, pourront voir le jour. A cet égard, je trouve que la notion de projet d'établissement est intéressante mais c'est à défaut, et par manque de courage, de dire « politique d'établissement » ; c'est une véritable politique d'établissement qui se met en place, avec la difficulté que pour mener une politique on doit être capable d'engager une politique contractualisée ; et cela il faut aussi l'apprendre au niveau de la formation des enseignants.

Le troisième point sur l'enjeu culturel, pédagogique, formatif de cette formation est que la formation telle qu'on peut l'espérer n'est pas l'ultimatum contradictoire, savoir contre pratique ou pratique contre savoir.

A chaque fois que nous entrons dans ce dilemme nous sommes complètement à côté de la réalité. Il est clair et évident, même si beaucoup de forces résistent à cela, qu'il s'agit de connaître, au sens des savoirs disciplinaires, et connaître des pratiques, au sens des pratiques professionnelles. Mais comme je le disais, il ne suffit pas d'être savant et technicien, il y faut autre chose. Il n'y a plus de possibilité d'une formation professionnelle supérieure (qui est celle des enseignants comme celle des autres catégories sociales que j'ai déjà mentionnées) qui n'allie les savoirs et les pratiques des métiers, à une connaissance réelle de la manière dont ces métiers s'exercent, c'est-à-dire une connaissance qui est produite par les sciences sociales et humaines. Ce sera le quatrième enjeu.

Dans un article à paraître, j'ai essayé de montrer que l'hostilité de ce qu'il est convenu d'appeler une certaine intelligentsia parisienne - mais est représentative de quelque chose de plus large - à la formation professionnelle telle que les IUFM sont en train de la mettre en place, est à mon avis directement à comprendre comme l'hostilité aux sciences sociales et humaines, c'est-à-dire à l'étude rationnelle des phénomènes sociaux. Et quand je dis cela je suis tout à fait conscient de la limite et des problèmes théoriques, techniques et méthodologiques que représentent les sciences sociales, mais pour autant quelle que soit la difficulté d'établissement des faits et de leur interprétation, les connaissances qu'elles apportent pour nous sur l'école, l'éducation, l'acte d'apprendre, sont des connaissances absolument évidentes et indispensables. La conséquence est que la formation professionnelle des en-

seignants doit intégrer les sciences sociales et humaines ; mais on pose alors la question très directement de la place, et de la juste place (quand je dis juste place je souhaite être entendu, c'est-à-dire d'une place exacte : ni trop, ni trop peu) de ces subdivisions des sciences sociales et humaines qui peuvent s'appeler pédagogie, didactique et sciences de l'éducation. La formation des enseignants ne peut ignorer ce corps de connaissances et de savoirs, et la formation doit permettre d'analyser la relativité de ces connaissances ; mais pour autant ces connaissances existent et les ignorer serait faire preuve d'une grande inculture. L'introduction des sciences sociales et humaines (introduction dont la question de la pédagogie de l'introduction est tout à fait posée, je redoute beaucoup que l'introduction des sciences sociales et humaines se transforme en des cours de sociologie ou de psychologie, et cela serait tout à fait catastrophique) et de leurs cohortes représentées par leurs spécificités comme, par exemple, les didactiques et les sciences de l'éducation, font partie des enjeux de cette formation des enseignants. Bien sûr, la formation des enseignants intègre les sciences sociales et humaines, rebondit d'emblée sur la question de la place de la recherche dans la formation des enseignants.

Cinquième enjeu

Quand on parle de la recherche comme pouvant contribuer à la formation des enseignants, qu'on le sache ou qu'on ne le sache pas, qu'on le veuille ou non, il s'agit d'une recherche qui prend sa place dans les concepts des sciences sociales et humaines. Autrement dit il ne faut pas se fermer les yeux, quiconque voudrait contribuer à la formation des enseignants par la recherche est contraint de s'inscrire dans les problématiques et dans les questionnements des sciences sociales et humaines.

A propos de la recherche, je ne dirai qu'un mot parce que cela mériterait à soi seul d'y réfléchir longuement (il y a eu deux colloques l'an dernier) mais je voudrais souligner deux choses : d'une part, être attentif à ce que l'introduction de la recherche, c'est-à-dire formation, initiation à la recherche éventuellement formation par la recherche, est une question complexe, difficile, qui ne peut pas se résoudre par un système de slogans, d'emblèmes. Ce n'est pas parce qu'on affiche une formation par la recherche qu'on fait une formation par la recherche. Une formation par la recherche est coûteuse, coûteuse en temps, coûteuse en travail, coûteuse en réflexions. Dans le colloque fait l'an dernier, un conférencier disait qu'il n'était pas complètement prouvé ni évident que la formation par la recherche soit en dans tous les cas une excellente formation professionnelle et sur ce point, il mériterait qu'il y ait des expériences, des tentatives, des essais et que l'on puisse les comparer. Pour autant la question est au coeur d'une autre question qui est celle de savoir dans quelles conditions des enseignants peuvent-ils acquérir des aptitudes, à produire un certain discours et une certaine compréhension de leur insertion et de leur acte professionnel. La question de la recherche pose alors la question de la division sociale du travail entre les gens de terrain et les chercheurs. Je crois que c'est une question épineuse, difficile et, quelle que soit la position que l'on adopte, il faut dire qu'il serait inacceptable de laisser des praticiens sans capacité d'analyser et de compren-

LES ENJEUX SOCIAUX ET EDUCATIFS DE LA CONSTRUCTION DES IUFM

dre ce qu'ils sont en train de faire. Cette capacité de comprendre et d'analyser est une première étape, même si ce n'est pas la plus sophistiquée, dans cette problématique de la recherche. Pour ce qui est de la recherche et de ses enjeux dans les sciences sociales et humaines de la formation, je vais conclure ce point en disant que pour être très sérieux et très rigoureux on ne peut être ici que très modeste.

Sixième enjeu

On imagine que la création d'une nouvelle institution donc d'une innovation pourrait permettre aux formateurs et aux élèves enseignants, d'apprendre le goût et l'intérêt de développer leurs capacités permanentes à la réflexion, à l'invention et au travail intellectuel. A cet égard, je crois qu'on jugera aussi les IUFM à leur possibilité d'analyser leur propre système. Que serait une innovation qui fonctionnerait dans une opacité institutionnelle ? Comment pourrait-on tenter de montrer quelque chose de la vie collective des établissements scolaires dans un Institut Universitaire de Formation des Maîtres qui ne serait pas capable d'éclairer ses propres rapports politiques et ses propres rapports sociaux, qui ne serait pas capable de donner les éléments d'informations à ceux qui sont « dedans », c'est-à-dire à ceux qui le constituent, pour comprendre les questions de gestion, les questions de rapport entre les groupes et les catégories, et comment se négocient au sein d'un établissement (et c'est un établissement comme un autre) les réalités de la formation ? Si l'on veut que les enseignants apprennent in situ un nouveau mode de fonctionnement, il faudra sans doute les plonger dans un minimum de fonctionnement. Si on ne veut pas reproduire la situation d'entendre des cours sur les méthodes actives au lieu d'en pratiquer, on ne peut entendre vanter les mérites d'un travail intellectuel individuel, ou d'un travail intellectuel de groupe, ou d'entendre qu'être dans un établissement scolaire c'est partager une responsabilité collective, s'ils sont dans une situation de potaches ou d'étudiants maltraités de premier cycle universitaire, il y aurait un hiatus peu propice à leur réflexion et à ce que nous souhaitons sans doute comme enjeu de cette formation.

Le septième et dernier enjeu que je voulais signaler est celui de l'évolution, qui ne manquera pas d'arriver à partir des IUFM, des rapports entre formation initiale et formation continue des enseignants. Pour des raisons historiques et sociales, nous fonctionnons dans ce pays sur cette distinction mise à mal depuis quinze ans. Cette distinction est probablement une distinction qui évoluera. Elle évoluera pour plusieurs raisons, mais l'une apparaît maintenant à peu près évidente, y compris dans plusieurs pays étrangers. Entre le pré-enseignant et l'enseignant chevronné, il y a une période intermédiaire que nous n'avons pas bien observée et bien vue, qui est celle du jeune enseignant, c'est-à-dire du jeune professionnel qui à temps plein exerce ses responsabilités à la sortie de sa formation professionnelle et qui a des problèmes à résoudre particulièrement difficiles et complexes. Or il n'a plus le bénéfice d'une formation et sa formation antérieure ne peut plus être mobilisée au moment où il en a besoin.

Derrière cette question, qui concerne beaucoup de métiers ou de professions, il y en a une autre : est-il possible réellement de former initialement à un certain nombre de professions et en particulier à celle d'enseignant ? ou si on préfère, une formation initiale longue, et celle des IUFM est longue, est-elle le meilleur modèle possible par rapport à un autre modèle qui consisterait à former d'une façon plus dense, notamment pour les jeunes professionnels que j'évoquais, au moment de la prise de fonction ; je suis sensible au fait que cette question ce n'est pas nous qui l'avons abordée les premiers, mais ce sont les médecins (j'entends les généralistes qui posent des questions absolument semblables, ou les groupes de travail qui imaginent l'évolution de la formation médicale et se demandent si la formation professionnelle peut être inscrite, « enseignée » dans le cadre des études universitaires). C'est aussi le cas d'autres professions : il y a eu l'année dernière dans *Le Monde* un article d'un grand professeur d'université américaine de management qui a démissionné (je crois que c'est de Harvard) en disant « on ne peut rien faire ». Il rapportait qu'il avait en face de lui des étudiants qui étaient tous des étudiants extraordinaires et brillants, qui apprenaient tout et au-delà, mais qui ne comprenaient rien. Le fait qu'ils ne soient que des étudiants, c'est-à-dire qu'ils n'aient qu'une compréhension abstraite et distanciée de ce que doit être la réalité complexe du métier de manager, a conduit cet enseignant à dire « je ne veux plus enseigner dans ces conditions et je n'enseignerai plus qu'à des gens qui se poseront vraiment des questions, des gens qui seront insérés dans une pratique professionnelle et qui auront des choses à chercher et auront des choses à analyser et à comprendre ».

L'évolution que l'on peut imaginer ou pressentir du rapport formation initiale/formation continue doit se comprendre dans la perspective de la formation permanente. Ce qui m'intéresse dans cette notion de formation permanente, ce n'est pas l'illusion qu'elle pourrait porter c'est plutôt qu'il semble que l'évolution des professions et des sociétés industrielles oblige à un accroissement d'analyse et de compréhension des actes de travail et que l'on envisage qu'une partie du temps de travail, aujourd'hui et demain encore plus, sera consacrée, non pas seulement à faire les actes, mais à revenir sur les actes de travail, à les analyser parce que c'est la clef d'une certaine qualité et d'une certaine efficacité. Si la clef de l'efficacité c'est de travailler sur le travail, alors on a des chances de réussir parce que notre système est très sensible à l'efficacité, c'est peut-être manier un paradoxe mais je trouve qu'il peut être heureux : si on estime, en effet, que pour être efficace il faut travailler intellectuellement alors on travaillera intellectuellement.

J'en ai terminé de cette litanie de ces enjeux ; on pourrait bien évidemment en trouver d'autres. On pourrait prendre le problème des enjeux sous un autre angle, en particulier on pourrait prendre le problème de la création d'une institution du point de vue de la gestion, du point de vue politique, du point de vue des décideurs ; tous ces points de vue sont légitimes. J'ai simplement voulu me centrer sur ce qui me semblait être le plus proche de ce que nous sommes les uns et les autres.

Une question pour conclure : la réforme mise en place aujourd'hui, à la fois création institutionnelle et création de la formation, est, comme vous le savez, la

LES ENJEUX SOCIAUX ET EDUCATIFS DE LA CONSTRUCTION DES IUFM

mise en oeuvre aujourd'hui d'idées neuves il y a vingt ou trente ans, et donc, qu'est une innovation qui voit le jour trente ans après qu'elle ait été neuve ? Est-ce qu'elle demeure innovante, critique, porteuse de souffre ? Peut-être les idées neuves ne sont pas faites pour être appliquées mais pour être stimulantes : nous savons bien que la création des IUFM est le résultat de compromis. Le résultat de compromis où un certain nombre d'entre nous, militants et pédagogues ne s'y retrouvent certainement pas, pas plus d'ailleurs que ceux qui seraient les représentants d'une tradition culturelle. Mais je ne crois pas qu'il y ait de politique possible sans une reconnaissance des compromis, toute la question étant que du compromis à la compromission la marge est étroite.

J'en conclurai, peut-être parce que j'ai commencé en disant que j'appartenais à une génération d'un militantisme pédagogique plein d'illusions, je terminerai par cette phrase de Victor Hugo : « De toute façon, c'est ici le paradis, là-haut n'est que le ciel ».

Jacky BEILLEROT
Université de Nanterre